

K. Marx

Lettre à L. Kugelmann

23 février 1865

Cher ami,

J'ai reçu hier votre lettre qui m'a vivement intéressé, et je veux répondre à ses différents points.

Tout d'abord permettez-moi de vous exposer brièvement mes rapports avec Lassalle. Pendant toute son agitation nos relations furent suspendues : 1° à cause de ses fanfaronnades et de ses vantardises doublées du plagiat le plus honteux de mes œuvres; 2° parce que je condamnais sa tactique politique; et 3° parce que je lui avais déclaré et "démontré", avant même qu'il eût commencé son agitation dans le pays, que c'était un non-sens de croire que l' "Etat prussien" pourrait exercer une action socialiste directe. Dans les lettres qu'il m'adressa, de 1848 à 1863, ainsi que dans nos entrevues personnelles, il s'était toujours prononcé pour le Parti que je représente. Mais dès qu'il se fut convaincu à Londres (fin 1862) qu'il ne pourrait poursuivre son petit jeu avec moi, il décida de se poser en "dictateur ouvrier" contre moi et contre le vieux Parti. Malgré tout, je reconnus ses mérites d'agitateur quoique, vers la fin de sa courte carrière, son agitation m'apparût sous un jour de plus en plus équivoque. Sa mort subite, notre vieille amitié, les lettres de deuil de la comtesse de Hatzfeld, ma répugnance pour l'insolence poltronne des feuilles bourgeoises envers celui qu'elles avaient tant redouté de son vivant, tout cela me détermina à publier une courte déclaration contre ce misérable de Blind; mais cette déclaration ne se rapportait pas à l'action même de Lassalle (la Hatzfeld envoya la déclaration à la *Nordstern*). Pour ces mêmes raisons, et dans l'espoir de pouvoir éloigner ainsi des éléments qui me semblaient dangereux, je promis, ainsi qu'Engels, de collaborer au *Sozial-Demokrat* (cet organe avait publié une traduction du "*Manifeste Inaugural*").

Quant à moi, sur son désir, j'envoyai à la mort de Proudhon un article sur ce dernier, et je permis à la rédaction de nous considérer comme ses collaborateurs, après qu'elle nous eût envoyé un programme satisfaisant. Et enfin le fait que W. Liebknecht était membre officieux de la rédaction nous fut également une garantie. Cependant, il s'avéra très vite — nous en reçûmes bientôt la preuve — que Lassalle, en fait, avait *trahi* le Parti. Il avait conclu un véritable contrat avec Bismarck (et naturellement sans recevoir *aucune* garantie de son côté). Il devait se rendre à la fin de septembre 1864 à Hambourg, et là (avec le fou Schramm et l'espion de police prussien Marr) "forcer" Bismarck à l'annexion du Schleswig-Holstein, c'est-à-dire proclamer cette annexion au nom des "ouvriers". En compensation, Bismarck avait promis le suffrage universel et quelques charlataneries socialistes. Dommage que Lassalle n'ait pu jouer cette comédie jusqu'au bout ! Elle l'aurait rudement ridiculisé et aurait montré combien il avait été mystifié. Toute autre tentative de ce genre eût été rendue impossible à jamais ! Lassalle s'est engagé sur cette fausse route parce que, dans le genre de M. Miquel, c'était un *Real politiker*, mais de plus grande envergure et avec des mobiles plus élevés. *By the bye*, j'étais depuis si longtemps fixé sur Miquel que je m'expliquais son attitude sur le fait que le *National Verein* était une superbe occasion pour cet avocaillon du Hanovre de se faire écouter par l'Allemagne en dehors des quatre murs de sa maison. Il voulait aussi, d'une façon rétroactive, faire valoir sa personne dans le Hanovre et jouer le "Mirabeau hanovrien" sous la protection de la Prusse. Tout comme Miquel et ses amis actuels s'emparent de l' "ère nouvelle" inaugurée par le prince régent de Prusse, pour *national zu vereinlern* et se cramponner au faîte prussien, tout comme ils déploieraient leur "fierté bourgeoise" sous la protection de la Prusse, de même Lassalle voulait jouer au *marquis Posa* du prolétariat avec le Philippe II d'Uckermarck; et Bismarck devait servir d'entremetteur entre lui et la royauté prussienne. D'ailleurs, il ne faisait ainsi qu'imiter ces messieurs du *National Verein*. Mais tandis que ces derniers firent appel à la "réaction" prussienne dans l'intérêt de la classe moyenne, Lassalle serra la main de Bismarck dans l'intérêt du prolétariat. Dans un sens, l'attitude de ces gens était plus justifiée que celle de Lassalle, le bourgeois étant habitué en "réaliste" à ne considérer comme son intérêt le plus immédiat que celui qui se trouve le plus près du bout de son nez. En outre, cette classe a toujours, en fait, conclu à un compromis, même avec la féodalité, tandis que la classe ouvrière, par la nature même des choses, doit être sincèrement *révolutionnaire*.

Pour une nature théâtralement altière comme celle de Lassalle, que des vétilles telles que postes, titres de bourgmestre, etc., ne pouvaient corrompre, c'était une pensée bien séduisante : une action directe en faveur du prolétariat, réalisée par Ferdinand Lassalle ! En fait, il était trop ignorant des véritables conditions économiques d'une telle action pour pouvoir faire de critique envers lui-même. Quant aux ouvriers allemands, ils étaient *tombés trop bas* à la suite de la vile *politique de réalités* par laquelle les bourgeois allemands avaient enduré la réaction de 1849-1859 et toléré l'abrutissement du peuple, pour ne pas acclamer ce sauveur charlatanesque qui

leur promettait de les faire passer d'un seul bond en terre sainte !

Reprenons le fil interrompu plus haut : à peine le *Sozial-Demokrat* était-il fondé, qu'on s'aperçut que la vieille Hatzfeld voulait exécuter après coup le "testament" de Lassalle. Elle était en relations avec Bismarck par l'intermédiaire de Wagner, de la *Kreuz-Zeitung*. Elle mit l'*Arbeiterverein (allgemeinen deutschen)*, le *Sozial-Demokrat*, etc., à la disposition de ce dernier. L'annexion du Schleswig-Holstein devait être proclamée dans le *Sozial-Demokrat* et Bismarck reconnu Patron. Tout ce plan fut déjoué par la présence de Liebknecht à Berlin et à la rédaction du *Sozial-Demokrat*. Quoique la rédaction de la feuille nous déplût fort, à Engels et à moi; malgré le culte flagorneur pour Lassalle, la coquetterie occasionnelle avec Bismarck, etc., qui étaient en vigueur, il était naturellement beaucoup plus important, pour le moment, de ne pas rompre publiquement avec la feuille, afin de déjouer l'intrigue de la vieille Hatzfeld et d'empêcher que le Parti ouvrier fût complètement compromis. C'est pourquoi nous fîmes *bonne mine à mauvais jeu*, tout en écrivant *privatim* au *Sozial-Demokrat* qu'il devait faire front aussi bien à Bismarck qu'aux progressistes. Nous tolérâmes même les intrigues de Bernhard Becker¹ (ce vaniteux plein de lui-même qui prenait au sérieux l'importance que Lassalle lui avait léguée par testament) contre l'*International Workingmen's Association*.

Pendant ce temps, les articles de M. Schweitzer dans le *Sozial-Demokrat* devenaient de plus en plus bismarckiens. Je lui avais écrit auparavant qu'on pouvait *intimider* les progressistes dans la "question de la coalition", mais que *le gouvernement prussien, au grand jamais*, n'accepterait la suppression complète de la loi de coalition, car cela signifierait une brèche dans la bureaucratie, mettrait les ouvriers hors de tutelle, entraînerait la suppression du règlement pour les domestiques, l'abolition de la bastonnade à la campagne, etc., ce que Bismarck ne permettrait jamais, et qui est même incompatible avec l'*Etat de fonctionnaires* prussien. J'ajoutai même que, si la Chambre rejetait la loi de coalition, le gouvernement, pour la maintenir, se retrancherait derrière de grandes phrases (disant, par exemple, que la question sociale exige des mesures "plus profondes", etc.). Tout cela se confirma. Et que fit M. Schweitzer ? Il écrivit un article *en faveur* de Bismarck et réserva tout son héroïsme contre des *infiniments petits* tels que Schulze, Faucher, etc.

Je suis persuadé que Schweitzer² et consorts agissent de *bonne foi*, mais ce sont des *Realpolitiker*. Ils veulent faire la part des circonstances *existantes* et ne pas laisser aux Miquel et Cie le *privilege* de la "politique de réalités". (Ces derniers semblent vouloir se réserver le droit d'*intermixture* avec le gouvernement prussien). Ils savent que les feuilles ouvrières et le mouvement ouvrier en Prusse (et par conséquent dans le reste de l'Allemagne) ne se maintiennent *que par la grâce de la police*. Ils veulent donc prendre les choses comme elles sont, ne pas provoquer le gouvernement, etc., tout comme nos *Realpolitiker* "républicains" sont prêts à accepter un *Kaiser* Hohenzollern "par-dessus le marché". Mais, comme je ne suis pas un *Realpolitiker*, j'ai estimé nécessaire de démissionner avec Engels, du *Sozial-Demokrat*, en faisant une déclaration publique. (Vous la trouverez bientôt dans quelque journal.)

Vous voyez par là, du même coup, pourquoi je ne peux actuellement *rien* faire en Prusse. Le gouvernement prussien a refusé catégoriquement de me renationaliser. On ne me permettrait l'*agitation* en Prusse que si elle revêtait des formes agréables à un M. Bismarck.

J'y préfère cent fois mon agitation ici, par "l'Association internationale". L'influence sur le prolétariat *anglais* est directe et de la plus haute importance. Nous piochons actuellement la question du suffrage universel qui a ici, naturellement, *une tout autre importance qu'en Prusse*.

Dans l'ensemble, les progrès de cette Association dépassent toutes les attentes, ici, à Paris, en Belgique, en Suisse et en Italie. Il n'y a qu'en Allemagne que les successeurs de Lassalle, naturellement, s'opposent à moi. D'une part, ils craignent d'une façon insensée d'y perdre leur importance; d'autre part, ils connaissent mon aversion prononcée contre ce que les Allemands appellent *Realpolitik*. (Il s'agit de cette sorte de "réalité" qui place l'Allemagne si loin en arrière de tous les pays civilisés.)

Etant donné que toute personne qui achète une carte de 1 shilling peut devenir membre de l'Association, que les Français ont choisi cette forme de l'adhésion individuelle (ainsi que les Belges), car la loi leur interdit de se joindre à nous en tant qu' "Association", et puisque la situation est semblable en Allemagne, je viens de décider d'inviter mes amis d'ici et ceux d'Allemagne à fonder de petites sociétés dans chaque localité, quel que soit le nombre de membres, et où chacun d'eux pourra prendre une *card of membership*. L'Association anglaise étant publique, rien ne s'oppose à cette façon d'agir, même en France. J'aimerais également que vous entriez de cette manière en relations avec Londres, dans votre proche entourage.

Je vous remercie pour votre ordonnance. D'une façon fort étrange, trois jours avant de la recevoir, j'ai eu une nouvelle éruption de cette vilaine maladie. Elle est donc arrivée à point. Je vous enverrai d'ici quelques jours 24 "*Manifeste Inaugural*" de plus.

¹ B. Becker (1826-1882) : ami intime de F. Lassalle, qui lui légua par testament la direction de l'Association Générale des Ouvriers allemands (!). Il abandonne sa direction en 1865, soupçonné d'être un agent de la police. Il publiera ensuite un ouvrage fort critique sur la Commune.

² Schweitzer J.-B. (1833-1875) : succède à Becker comme dirigeant lassallien. Soutient dans ce cadre la politique d'unification de l'Allemagne menée par Bismarck – ce qui aboutira à la rupture avec Marx et Engels. Jouissant de pouvoir dictatoriaux au sein de l'Association lassallienne, il était un obstacle à l'unification avec les marxistes du parti d'Eisenach. C'est sa mise à l'écart qui rendra possible l'unification de Gotha. Schweitzer abandonne le mouvement ouvrier en 1871.

Un ami m'interrompt à l'instant et comme je tiens à envoyer cette lettre au plus vite, je remets à la prochaine fois ma réponse aux autres points de votre lettre.

Votre K. M.